Certains médicaments pourraient être vendus en supermarché

Le Point - Publié le 26/09/2014 à 11:05

Le gouvernement étudie la possibilité que certains médicaments ne soient plus considérés comme tels et puissent ainsi être vendus en dehors des pharmacies.

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, s'oppose à la vente de médicament comme le paracétamol en grande surface. © JOEL SAGET / AFP

- Le gouvernement étudie la possibilité que certains produits ayant aujourd'hui le statut de médicaments le perdent et puissent ainsi être vendus en dehors des pharmacies, a indiqué vendredi la ministre de la Santé Marisol Touraine. "Je ne suis pas favorable à la vente de médicaments dans les grandes surfaces", "ma position est qu'il ne faut pas banaliser les médicaments", a-t-elle affirmé sur RMC, interrogée sur la fin du monopole des pharmaciens sur les médicaments, évoqué dans le cadre du projet de réforme des professions réglementées.

Mais, a-telle ajouté, "que l'on regarde s'il y a des produits qui ont besoin encore aujourd'hui d'être appelés médicaments, je crois que c'est utile", citant à titre d'exemple le dentifrice de la marque Fluocaril qui a aujourd'hui le statut de médicament. "Est-ce qu'il est nécessaire que le Fluocaril soit vendu uniquement en pharmacie ? Je pense que non", idem pour les pastilles Valda, a expliqué la ministre selon laquelle il faut "que l'on aille vers un nettoyage de la liste des médicaments". "La discussion est engagée avec Bercy", elle "n'est pas terminée", a conclu Mme Touraine.

Les médecins contre le tiers-payant

Les ministères de la Santé et de l'Économie ont lancé la semaine dernière une concertation avec les pharmaciens au sujet de la réforme des professions réglementées, qui doit durer deux semaines. Pour mettre la pression, des syndicats de pharmaciens appellent à la fermeture des officines mardi dans le cadre de la journée sans professionnels libéraux. Les médecins sont aussi appelés à fermer leur cabinet contre ce projet de loi et celui sur la santé qui prévoit notamment la généralisation du tiers payant, dispositif auquel les médecins sont hostiles.

"Le tiers payant généralisé représentera une avancée majeure", a défendu vendredi Mme Touraine. "Il y a des gens qui ne peuvent avancer l'argent et qui vont à l'hôpital. Donc on ne peut pas me dire : il faut aller moins à l'hôpital, il faut voir le médecin en ville parce que ça coûte moins cher pour notre système de sécurité sociale, et d'un autre côté faire comme si l'obstacle financier n'existait pas et qu'il ne fallait pas faciliter la consultation chez le médecin", a-t-elle ajo